

tions ailleurs dans le monde. A titre d'exemple, les ventes canadiennes d'automobiles sont à elles seules une fois et demie plus considérables que l'ensemble de nos ventes à la C.E.E.

"Les statistiques seules ne donnent qu'une image partielle de la réalité. En raison de l'écheveau de liens économiques, une amélioration de l'économie canadienne avantage les États-Unis beaucoup plus que ne pourrait le faire une reprise comparable ailleurs; l'inverse est encore plus vrai. Notre collaboration dans la lutte contre les grands problèmes économiques du jour n'est pas une question de choix mais de nécessité. Aucun de nos deux pays ne peut avoir une saine économie sans l'autre, pas plus qu'il ne peut rester longtemps insensible aux préoccupations légitimes du voisin.

Problèmes à résoudre

"J'ai parlé de certains grands succès de notre collaboration au cours de l'année, mais pour être objectif il me faut signaler certains des problèmes en suspens, notamment le trafic des pétroliers au large de la côte du Pacifique, notre relative divergence de vues sur le régime applicable à l'exploitation minière des fonds marins, le litige irritant, qui pourrait devenir très grave, de l'application extra-territoriale des lois américaines au Canada et aux citoyens canadiens, et les retombées néfastes de la taxe américaine sur les congrès qui frappe une industrie touristique canadienne accusant déjà un déficit annuel de près d'un milliard de dollars dans ses échanges avec les États-Unis.

"Vous connaissez sans doute très bien le pacte de l'automobile et je ne crois pas que beaucoup de personnes, d'un côté comme de l'autre de la frontière, recommanderaient sérieusement sa résiliation. Il n'en comporte pas moins toujours des lacunes. Ainsi, en 1976, le Canada a essuyé un déficit de 2,5 milliards de dollars au chapitre des pièces, compensé en partie seulement par un surplus de 1,5 milliard au chapitre des automobiles assemblées. L'agriculture canadienne éprouve des difficultés à l'occasion, souvent dans le secteur des barrières non tarifaires.

"Évidemment, les griefs ne sont pas tous du même côté; le litige entourant les stations frontalières de télévision constitue un exemple que vous connaissez bien dans cette région. On se plaint parfois, du côté américain, de l'application de notre Loi sur l'examen de l'investissement étranger, et des mesures prises par certai-

nes de nos provinces et par le gouvernement dans le secteur des ressources.

"Sur presque toutes ces questions, des négociations sont en cours, et je puis vous dire que les progrès sont généralisés. C'est là une autre preuve du bon état des relations canado-américaines, car, dans le climat économique troublé que nous connaissons, les pays ont habituellement recours instinctivement à l'isolationnisme, au protectionnisme et à l'affrontement.

"Même si j'ai rencontré au cours de mes voyages nombre de personnes qui sont d'un avis contraire, notre situation géographique, en Amérique du Nord, n'est pas garante de bonnes relations entre le Canada et les États-Unis. Nos bonnes relations sont le résultat de nos efforts, efforts que nous devons poursuivre. Sinon, des sources mineures de friction, qui doivent se compter par milliers au cours d'une année, feraient rapidement bouler de neige et se transformeraient en un sentiment général d'antipathie, voire d'amertume. C'est là une réalité et un exemple dont nous pouvons témoigner dans nos relations internationales.

"...Il serait facile pour le Canada d'adopter une politique étrangère qui ne serait qu'un calque de la politique américaine, d'autant plus que...nos objectifs et nos intérêts coïncident très fréquemment. Facile, sans doute mais très peu sage pour l'un ou l'autre de nos pays.

"Le Canada est un pays souverain, une grande nation. Il doit être libre de prendre ses propres décisions, d'arrêter ses propres politiques et de s'écarter de la position américaine quand il le juge nécessaire. D'ailleurs, les intérêts du Canada ne coïncident pas toujours parfaitement avec ceux des États-Unis. Comme par le passé, il arrivera que les objectifs que nous poursuivons et que nous devons atteindre différeront des buts américains. Quand nous suivons des voies différentes, nous devons le faire ouvertement et en pleine connaissance de cause.

"...Comme le Canada n'a pas les mêmes responsabilités d'ensemble et la même gamme d'intérêts, il lui est parfois difficile de suivre une voie parallèle à celle des États-Unis. Les exemples en sont nombreux, mais j'en choisis un en raison de son actualité et de son importance primordiale....

Politique en matière nucléaire

"Le Canada est un des chefs de file mondiaux dans le domaine des fournitures et de la technologie nucléaires. Nous croyons que l'énergie nucléaire, soumise

au contrôle et aux garanties nécessaires, est l'un des meilleurs moyens de dénouer la crise énergétique dans laquelle le monde est actuellement plongé. Sur ce point, notre capacité et nos convictions ne s'écartent pas sensiblement de celles des États-Unis.

"Au cours des dernières années, le Canada a progressivement mis en place le régime le plus sévère du monde en ce qui a trait aux exportations nucléaires. Notre politique va notamment plus loin que celle des États-Unis, mais ce combat d'avant-garde sera improductif ou, au mieux, d'une efficacité relative tant qu'il n'y aura pas un plus large consensus international sur la technologie et les garanties.

"Il est de la plus haute importance que les fournisseurs nucléaires, qui partagent des vues communes sur cette question, arrivent également à une politique commune et, notamment, que le Canada et les États-Unis ne travaillent pas à contretemps. Nous collaborons très étroitement pour éviter cette éventualité, mais, en raison des considérations politiques d'ensemble que j'ai reconnues plus tôt aux États-Unis, et pour des raisons aussi complexes, bien que parfois différentes en ce qui a trait au Canada, l'élaboration d'une position commune sur l'ensemble des questions nucléaires constitue un défi énorme.

"Je suis heureux de pouvoir vous apprendre qu'au cours des derniers jours nous avons conclu un accord provisoire avec les États-Unis sur un large éventail de nos relations nucléaires bilatérales, et que cet accord ouvrira la voie à d'autres initiatives conjointes en vue d'instaurer un régime international plus efficace de garanties.

"On peut donc constater que cette question illustre à la fois les difficultés occasionnelles qui surgissent dans nos relations, et la volonté de consultation et de collaboration qui est la preuve de notre amitié.

Une politique étrangère authentique

"Une politique étrangère authentiquement canadienne est non seulement l'apanage d'un pays fort et sain, mais elle fournit également la crédibilité qui donne tout son sens et sa valeur au soutien canadien des initiatives américaines sur la scène internationale. Si la communauté mondiale tenait pour acquis que le Canada approuve toujours les États-Unis, notre pays serait déconsidéré et ne servi-

(suite à la page 8)